



Élections législatives des 12 et 19 juin  
4<sup>ème</sup> circonscription de la Drôme

Gérard **Julien**  
& Marie-Thérèse **Blanca**  
*Suppléante*

## SAUVONS L'AGRICULTURE, COMBATTONS LA FINANCE

**L**es 12 et 19 juin vous élirez un représentant à la Chambre des députés. En votant, vous déciderez de l'orientation que vous souhaitez donner à votre circonscription. Les enjeux sont considérables, tant les défis à relever sont importants.

La finance et la spéculation restent au cœur de notre système économique, aux mains « invisibles » d'une oligarchie qui dirige, décide, impose sans laisser aucune place au citoyen.

### Refaisons de l'agriculture un grand métier d'avenir

Unissons producteurs et consommateurs contre la mainmise de cette oligarchie qui impose l'austérité « par le bas ». Disons non à la dictature financière qui s'est mise en place le 15 août 1971 et à l'Acte unique de la fausse Europe du 17 février 1986, car c'est à partir de là que le démantèlement de notre agriculture a été programmé.

La prétendue transition écologique de l'Union européenne ne fera qu'accélérer la chute de la production agricole, entraînant un doublement des importations alimentaires et l'augmentation des prix des denrées alimentaires, mais également – et c'est un comble – des conséquences néfastes pour l'environnement.

Il faut agir pour une répartition plus juste de la valeur entre producteurs, transformateurs, distributeurs, et la régularisation des marchés par les prix de production, avec des ajustements et des mécanismes de correction permettant de sauvegarder le revenu des agriculteurs. Il faut une autre politique de la forêt, en refusant la privatisation de l'ONF. La forêt ne se cultive pas comme un champ de blé ou de maïs.

### Reprenre le contrôle de notre secteur énergétique

Avec le projet Hercule, EDF sera démantelée, privatisée et vendue à la découpe. Les barrages seraient filialisés et « EDF a insisté pour que l'hydroélectricité ne bénéficie pas du statut protecteur de SIEG, pour pouvoir vendre au meilleur prix sur les marchés de gros son électricité. » Mais le consommateur, lui, devra payer le prix fort. Et plus encore avec la disparition programmée de la filière nucléaire, pourtant indispensable face à une pénurie énergétique annoncée, conséquence du conflit entre l'OTAN et la Russie.

La France a la solution pour remédier à cette pénurie énergétique en accélérant son programme pour la fusion nucléaire (par confinement magnétique ou inertiel) et le développement de réacteurs de 4<sup>ème</sup> génération. Nous devons donc consacrer davantage de crédit à la recherche dans ces domaines et je m'engage à porter des réformes allant dans ce sens.

*Rejoignez-nous*

[solidariteetprogres.fr/legislatives2022](https://solidariteetprogres.fr/legislatives2022)



## Reprendre le contrôle de la finance et rendre l'argent aux citoyens

**Non** aux grandes banques de Wall-Street et de la City de Londres et à leurs fonds de gestion comme BlackRock.

**Non** aux méga sociétés d'assurance et au contrôle de nos données par les géants du numérique (GAFAM).

Ils spéculent et nous tiennent par la dette, dictent leurs règles à Bruxelles, démantèlent nos économies, notre système social, notre santé, notre éducation, détruisent nos démocraties et l'héritage culturel de la Renaissance.

**Oui** à la séparation entre banques de dépôts et banques d'investissements ou d'affaires, dont la confusion est un risque majeur pour notre épargne. C'est l'article 123-1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui a aboli notre souveraineté monétaire, et nous le savons tous : si l'Etat ne contrôle pas la monnaie, c'est la monnaie qui contrôle les Etats !

**Oui** à la mise en place d'une vraie Banque nationale de France, et **oui** à la mise en place d'une politique de crédit productif public orienté vers la sauvegarde de nos infrastructures économiques de base, la réindustrialisation de notre territoire et la création d'emplois qualifiés pour nos jeunes.

Il ne faut plus nous voiler la face : sans nous libérer de ce corset libéral, notre politique de relance industrielle ne pourra pas être appliquée.

Retrouvons les conditions au service de la vie dans une société capable de voir avec les yeux du futur et d'agir pour le bien commun en permettant :

- à chacun de vivre dignement de son travail ;
- d'accéder aux soins et de pouvoir se soigner convenablement en créant les moyens nécessaires (personnels suffisants et moyens matériels) ;
- de défendre notre protection sociale pour tous ceux qui en dépendent, avec des aides suffisantes pour les handicapés ;
- une revalorisation de nos retraites et une durée de cotisation compatible avec l'entrée de nos jeunes dans la vie active ;
- un déploiement efficace du numérique et la téléphonie. Une mauvaise couverture pénalise considérablement le fonctionnement d'une entreprise et ne permet pas aux médecins de s'installer dans les déserts médicaux ;
- une maternelle et une école primaire dans chaque village, offrant aux enfants et adolescents des activités diverses (sport, danse, musique, etc.), et des études classiques pour les collégiens et lycéens qui le souhaitent ;
- une aide publique aux fablabs pour la mise à disposition des outils (imprimantes 3D) ainsi que des logiciels de conception et de réalisation.

Pour une souveraineté financière de la France, retrouvons une société prospère, solidaire, et reprenons ensemble le contrôle de notre économie.

Gérard Julien, retraité, a travaillé dans un syndicat professionnel agricole (CEAFL Rhône-Alpes), puis comme conseil indépendant en organisation (PME) et enfin, comme agent immobilier.

Après un apprentissage en agriculture, il obtient un brevet agricole puis un diplôme de technicien. Il intègre le Lycée régional de Toulouse et est admis en BTS agricole, économie et technique, et après un premier cycle de Sciences économiques, il sera admis sur concours à L'IAE de Grenoble et obtient un DESS.

Il veut agir pour la quatrième circonscription de la Drôme, où se parleront citoyens, politiques et acteurs économiques, et se consacrer à la défense du bien commun, de l'intérêt général et des générations futures.

